

Comment les administrations comprennent le problème des sinistrés

Face aux conditions effrayantes des sinistrés – imaginez-vous, avec la pluie qui tombe depuis quelques jours, leurs appartements inhabitables, moisis – il serait intéressant de voir ce que font les Services Publics pour les aider. Trois mois ont passé, n'est-ce pas, depuis la Libération, et, selon les prévisions les plus pessimistes, l'on pouvait croire que les travaux seraient au moins commencés ?

Pour Marseille et pour la région, deux services s'occupent (en théorie), des sinistrés : le Service des Reconstructions d'urgence et le Service spécial des Ponts et Chaussées.

La reconstruction est une grande maison vide où l'ingénieur en chef, aimablement, m'expliqua en quoi consistaient leurs travaux :

- Pour le moment nous ne faisons rien (voilà qui est clair). Nous recevons des dossiers, nous les classons, mais nous sommes en veilleuse.

Tout simplement ! Ainsi, les malheureux sinistrés remplissent des pages et des pages de rapports dans l'espoir que leurs demandes aboutiront. Et ces rapports, une fois arrivés à la Reconstruction d'urgence, s'entassent et moisissent dans les tiroirs. Ce n'est pas un compliment pour M. Tredet, directeur des Services Techniques de la ville de Marseille. Car c'est lui le responsable de la Reconstruction d'urgence et c'est lui qui a mis cette reconstruction d'urgence en veilleuse. Depuis octobre, aucun bon de déblocage n'a été délivré par ce service. Mais même lorsqu'il y a eu déblocage, ce n'était pas pour les sinistrés. En effet, ces vitres, ces tuiles, ces briques étaient données à un entrepreneur qui les revendait au prix qui lui plaisait ! Par conséquent, comme nous l'avons dit hier, même les matériaux officiellement débloqués étaient revendus aux sinistrés à des prix du marché noir. C'est l'un des sommets de l'iniquité. C'est là l'exploitation la plus honteuse que l'on puisse faire sur des malheureux qui ont tout perdu.

- Oui, nous disait l'ingénieur, nous n'avons pas grand'chose à faire ici : d'ailleurs, je crois que l'on va nous dissoudre bientôt. Nous sommes régis par l'Ordonnance du 3 juin 1944.
- Ah ! oui ! C'est une ordonnance de Vichy ?
- Non. C'est une ordonnance d'Alger.
- Alors pourquoi êtes-vous dissous ?
- Oh ! je ne sais pas ! Pour ce que nous avons à faire ! Il n'y a plus de matériaux !
- Mais le marché noir existe pourtant ?
- Que voulez-vous !

En effet, que peut-on vouloir ? C'est trop demander que de supprimer le marché noir. C'est trop demander que le Service de Reconstruction d'urgence ait quelque chose à faire avec 80000 sinistrés dans la rue. Mais non, au contraire : le marché noir s'intensifie, l'hiver est là ; et le Service de Reconstruction d'urgence est mis en veilleuse tout simplement, sans aucune raison si ce n'est le sabotage ou l'indifférence. D'ailleurs cette appellation « Reconstruction Urgente » est d'un comique un peu sinistre, puisque trois grands mois ont passé depuis la Libération et que ces travaux « urgents » n'ont même pas été commencés.

Mais M. Tredet n'est pas le seul : car M. Guillot, ingénieur en chef des Ponts et Chaussées, a sa part et sa bonne part de responsabilités. Les Ponts et Chaussées ont la haute main sur tout ce qui touche à la reconstruction immobilière et nous sommes allés voir un peu ce qui se passait là-bas.

Un jour de semaine : deux heures de l'après-midi. A la porte du bureau, une foule attend déjà. En général tous les bureaux ouvrent à deux heures et demie : de sorte que les sinistrés qui tous travaillent, perdent leur après-midi si ce n'est celui du lendemain.

BES